

## **DÉCLARATION DU PRÉSIDENT ÁLVARO URIBE VÉLEZ À LA DEUXIÈME CONFÉRENCE MONDIALE DU CAFÉ**

**Salvador (Bahia, Brésil) – 24 septembre 2005**

Il y a deux ans, l'Organisation internationale du Café nous a invité à Cartagena où nous avons eu l'honneur de la visite du Président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva. Les Colombiens lui en sont immensément reconnaissants.

J'apporte au Président Lula da Silva le salut solidaire et cordial de tous mes compatriotes.

Il est heureux que cette réunion se tienne dans une ville historique aussi importante.

Lorsque je pense à notre réunion à Cartagena puis à la présente réunion ici à Salvador (Bahia), je vois de nombreux traits communs dans ces deux magnifiques villes – leurs quartiers historiques, leur présence et leur avenir, leurs défis, leur union dans les eaux mêlées de l'océan Atlantique et de la mer des Caraïbes.

Au cours de ces dernières années, les relations entre la Colombie et le Brésil se sont approfondies. Nous avons conclu ce qui paraissait impossible : un accord entre la Communauté andine et MERCOSUR. En 2002, année où le gouvernement du Président Lula du Brésil et mon propre gouvernement ont accédé au pouvoir, cet accord semblait une utopie. C'est maintenant une réalité.

Nous avons fait des progrès considérables vers l'intégration de la communauté sud-américaine et nous sommes convaincus qu'elle deviendra plus concrète et moins rhétorique, une intégration réaliste qui produira des résultats. Dans le monde actuel, les relations internationales doivent être plus concrètes que rhétoriques ; nous devons tirer profit des communications, de l'Internet et des téléconférences pour réduire le coût du maintien des relations internationales. J'espère que l'union sud-américaine peut être un exemple de relations internationales modernes et pratiques, conduites dans un esprit de solidarité.

### **LA CRISE DU CAFÉ**

La situation n'est plus aussi critique qu'il y a deux ans, mais certains signes sont inquiétants. La crise n'est pas terminée. Jusqu'en juillet, nous pensions que la page de la crise était définitivement tournée mais les événements de ces dernières semaines nous ont montré que les dangers qui l'alimentent sont toujours présents.

Nous devons rappeler au monde qu'à une époque, les revenus des pays producteurs s'élevaient à 12 milliards de dollars EU et qu'ils sont maintenant tombés à 5 milliards de dollars EU.

Nous devons rappeler au monde que l'augmentation des prix du pétrole brut a eu un impact désastreux en augmentant le prix des intrants de la caféiculture et de la production agricole en général.

Nous sommes gravement préoccupés par le fait que les instruments financiers internationaux comme les fonds d'investissement, détournent leurs investissements dans le secteur du café vers le secteur du pétrole brut, soulevant ainsi des interrogations sur l'impact éventuel de ces activités sur les prix du café.

À Cartagena, nous avons formé l'espoir que les États-Unis rejoignent les rangs de l'Organisation internationale du Café et nous devons remercier le Directeur exécutif de l'OIC, M. Néstor Osorio, les dirigeants de l'OIC et les autorités des États-Unis d'avoir pris les mesures pour ce faire. Aujourd'hui, nous nous réjouissons de la présence des États-Unis, premier consommateur mondial, en tant que Membre de l'OIC.

Je souhaite appeler votre attention sur les liens entre cette Conférence mondiale du Café et la réunion qui a eu lieu il y a deux semaines à l'ONU sur l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour les pays producteurs, les objectifs sociaux du Millénaire, qui sont un pari sur la paix mondiale et doivent être atteints si l'on veut assurer la stabilité des démocraties, sont inextricablement liés à l'avenir de la caféiculture.

Si les revenus des producteurs n'augmentent pas, il sera très difficile pour les pays qui souffrent de pauvreté et d'inégalités d'atteindre les objectifs sociaux du Millénaire.

En Colombie, par exemple, le café est une solution de remplacement efficace à la culture des drogues illégales et au terrorisme. Voici un autre sujet sur lequel nous aimerions appeler votre attention. Le café ne pouvant être traité uniquement comme un produit de base, il doit être considéré comme un produit à profonde signification sociale, étroitement lié aux défis que nos pays ont à relever en matière d'objectifs sociaux du Millénaire, et aux défis que la Colombie a à relever en matière de terrorisme et de drogues illégales.

La caféiculture est une voie sociale, un chemin qui mène à la stabilité démocratique.

Les délégués du monde du café doivent se rappeler que la Colombie compte 800 000 hectares de caféiers. La taille moyenne d'une exploitation familiale est de 3 hectares. Ces chiffres mettent en évidence la structure profondément démocratique et sociale de la caféiculture en Colombie, comme dans de nombreux autres pays.

Quatre-vingt-dix pour cent de nos familles de planteurs ont des exploitations d'une superficie inférieure à 2 hectares. Le café de Colombie est cultivé manuellement dans des zones montagneuses, souvent sur des pentes très prononcées. Nous avons dû faire des efforts considérables pour améliorer la productivité sans mécaniser le travail, au moyen de techniques manuelles, ce qui a eu un effet considérable sur le tissu social colombien et sur la qualité du café.

Les scientifiques reconnaissent que la culture manuelle est l'un des facteurs les plus importants qui confère au café colombien sa douceur et son arôme.

La Colombie dispose d'une structure institutionnelle caféicole exemplaire qui regroupe 563 000 familles et est organisée selon trois niveaux : local, régional et international. Les procédures des organes institutionnels sont démocratiques, avec un suffrage direct de tous les petits exploitants.

Cette structure institutionnelle a une relation historique très importante avec les producteurs, le Gouvernement colombien et la communauté internationale.

Par l'intermédiaire de ces institutions caféicoles, le gouvernement a pris des mesures pendant les périodes de crise de ces dernières années, pour compenser partiellement la perte de revenu des producteurs.

Le gouvernement a dû consentir d'énormes efforts fiscaux pour aider les petits producteurs qui éprouvaient des difficultés à rembourser leurs dettes en raison de la baisse de leur revenu.

Alors que les taux d'intérêt augmentaient de façon considérable et que les prix du café s'effondraient, le gouvernement et les institutions du café ont pris des mesures conjointes pour secourir les caféiculteurs endettés et ruinés.

Par l'intermédiaire des institutions du café, d'énormes travaux sont entrepris en matière de recherche et de rénovation.

Il est de nouveau temps de songer à l'avenir du café. Je pense que nous devrions sortir de notre réunion de Bahia avec une plus grande conscience des responsabilités partagées des pays producteurs et consommateurs.

Il ne fait aucun doute que les pays producteurs devront faire de grands efforts en matière de compétitivité, de responsabilité sociale à l'égard de leurs producteurs, mais ils doivent également fournir au monde un produit nouveau et offrir des canaux de commercialisation nouveaux.

Les pays producteurs devront faire de grands efforts pour produire du café biologique et respectueux de l'environnement.

Mais tout le monde doit savoir qu'en dégustant une tasse de café on ne consomme pas uniquement un produit économique mais aussi un produit chargé de responsabilités sociales et environnementales.

Un temps, la Colombie a tenté d'augmenter sa production et sa productivité en passant d'une caféiculture traditionnelle sous ombrage à une caféiculture exposée au soleil.

La production a augmenté mais l'érosion des sols également. Et des sources d'eau ont disparu car cette hystérie a causé la destruction d'importantes zones boisées qui protégeaient des sources d'eau, et la disparition d'un grand nombre d'oiseaux.

Notre production de café biologique est encore faible mais elle augmente à raison de 33 % par an. Lorsque le monde sera plus conscient de la nature sociale de la caféiculture et des liens entre le café et l'environnement, il sera plus réceptif à ce produit.

La crise actuelle du pétrole, la crise énergétique qui pourrait être un obstacle majeur au développement de l'économie mondiale, nous force à songer plus sérieusement au café biologique.

Les pays frères d'Amérique centrale, qui produisent également des volumes importants de café et pour lesquels le café, comme en Colombie, a une grande importance sociale, ne

produisent pas de pétrole, de gaz ou de charbon et éprouvent de graves difficultés à faire face à leurs dépenses énergétiques. En fait, la situation est si grave que je répète ce que j'ai dit la semaine dernière aux Nations Unies : ces pays courent le risque de devoir payer leurs dépenses énergétiques au moyen des ressources qu'ils réservaient aux objectifs sociaux du Millénaire.

De nouveau, nous sommes face à la nécessité impérieuse d'accélérer la production de café biologique afin de réduire notre dépendance à l'égard des produits du pétrole, des engrais, des produits agrochimiques et autres.

La nécessité de produire du café biologique est vitale pour accroître la sensibilisation des pays consommateurs à la nature sociale de ce produit.

Mais nous devons également trouver de nouveaux réseaux de commercialisation. Je suis préoccupé par le fait que les institutions du café ont déjà perdu une occasion et sont sur le point d'en perdre une autre.

Je me demande pourquoi les institutions mondiales du café ont permis que quelques puissantes entreprises transnationales de produits alimentaires se consolident et que les pays producteurs de café soient exclus. Je pense que cela nuit à nos intérêts.

Nous ne pouvons pas intervenir dans les activités des grandes chaînes de commercialisation de produits alimentaires ; nous avons manqué cette occasion parce que nous pensions que la norme inamovible resterait le paiement de prix intéressants. Et nous sommes sur le point de perdre une autre occasion.

On s'efforce d'atteindre directement le consommateur au moyen de petits points de vente au sein des grandes chaînes de commercialisation. Pourquoi mon inquiétude ? Parce que je crains que ces points de vente ne soient la preuve que les grandes chaînes veulent se débarrasser des marques de producteurs pour passer à leurs propres marques.

Dans ces points de vente, la publicité dissimule l'origine du café pour mettre en avant et promouvoir la marque. Cette tendance pourrait avoir de graves conséquences car en l'espace d'une génération le monde pourrait tout ignorer des origines du café pour ne connaître que le nom des distributeurs.

La Colombie a modestement lancé un programme de création de points de vente dans les pays industrialisés, qui offrent du café colombien *Juan Valdez* directement au public.

C'est le meilleur moyen de défendre l'origine du café et d'en faire la publicité en le vendant. Mais je ne pense pas que cela soit suffisant pour concurrencer les grandes chaînes de distribution. Cet effort est insuffisant. Avec les dirigeants de nos institutions du café, nous sommes sur le point de maximiser ce programme en y intégrant tous les producteurs, mais je dois souligner que cela nécessitera un effort international de la part de tous les pays producteurs de café.

Imaginons ce scénario : dans quelques années, un buveur de café de Tokyo, New York ou Pékin n'aura aucune idée de l'origine du produit et ne connaîtra que le nom d'une marque internationale qui n'a aucun rapport avec le pays où le café a été produit. Nous devons faire l'effort de passer du discours à la réalité.

Les pays consommateurs ont d'immenses responsabilités. Ils ont une responsabilité en ce qui concerne le prix du café en raison du lien entre ce prix et l'encouragement d'une plus grande équité. En l'absence d'équité, il ne peut y avoir d'ordre international paisible. Je me demande pourquoi le café est cultivé de façon artificielle dans de nombreuses régions du monde, pratique qui va à l'encontre d'une caféiculture respectueuse de l'environnement. La raison qu'on en donne est que les pays industrialisés, avec leurs subventions agricoles et leurs barrières douanières aux importations de produits agricoles, forcent les pays producteurs à planter du café dans des régions où d'autres cultures pourraient être plantées.

Les pays industrialisés doivent être conscients de leur responsabilité pour assurer l'accès de nos produits agricoles à leurs marchés afin d'éviter que les circonstances continuent de nous forcer à utiliser des terres pour produire artificiellement du café.

Nous devons faire l'effort de rationaliser les prix. Je suis préoccupé car nous sommes dans une meilleure position qu'il y a deux ans mais des signes inquiétants sont apparus ces dernières semaines.

Les prix du café avaient dépassé les 110 cents EU la livre mais cette semaine le prix s'est établi à 91 cents EU la livre. Nous devons faire l'effort de fixer un prix plancher du café à 1 dollar EU la livre. Il s'agit d'une nécessité.

Nous devons sortir de cette réunion avec des résultats positifs. Il ne s'agit pas seulement de discuter et d'échanger des courtoisies. Il ne s'agit pas de rendre des hommages. Il s'agit de prendre des décisions.

Il est inquiétant de constater qu'alors que le marché peut détourner des ressources du secteur du café vers le secteur du pétrole, les pays producteurs ne sont pas capables de prendre des mesures pour se défendre.

Nous n'en sommes plus au temps des contingents mais nous devons faire un effort pour canaliser des ressources financières vers le secteur du café et éviter qu'elles soient détournées vers le secteur du pétrole, avec des graves conséquences pour les prix.

Lorsqu'on dit "Il faut prendre des mesures défensives pour garantir que les prix ne tombent pas dessous d'un dollar" on rétorque : "Attention, c'est très grave, c'est une attaque contre la liberté des marchés". Ce sont les dogmes du marché qui, en fin de compte, nuisent à l'équité sociale. Lorsque les marchés sèment la panique, personne ne dit rien.

Lorsque les gouvernements ou les secteurs sociaux mettent en place des mécanismes de défense des revenus sociaux contre les excès des marchés, il se produit une réaction immédiate pour dire : "C'est très mauvais pour l'économie".

La croissance régulière et tranquille de l'économie n'est possible qu'avec l'équité sociale.

J'invite toutes nos autorités à étudier les mécanismes que les pays producteurs peuvent mettre en place pour éviter la poursuite du détournement vers le secteur du pétrole des ressources du secteur du café.

Et à proposer de faire ce qu'il faut pour fixer un prix plancher d'au moins 1 dollar EU la livre de café.

Il est préférable de subir les critiques des économistes adoreurs des marchés concurrentiels que de laisser se poursuivre la destruction de la vie sociale de nos peuples.

Le Président Lula nous doit une visite. Dès que je serai de retour en Colombie, cet après-midi, je devrai annoncer la date de sa visite car nous l'attendons, lui et les industriels et travailleurs brésiliens, de façon à encourager les investissements brésiliens en Colombie et les investissements colombiens au Brésil.

En dépit de différences d'échelle, nos économies sont très similaires dans leur production. C'est la raison pour laquelle nous ne devons plus nous bercer de l'illusion des échanges. En termes de production, nos économies sont similaires plus que complémentaires.

Nous devons progresser en matière d'intégration des investissements. Je considère que cet aspect est absolument nécessaire et, avec votre aide, il peut être encouragé de façon efficace.

En tout état de cause, nous sommes attachés à la lutte pour les objectifs sociaux du Millénaire et les objectifs que vous avez proposés avec tant d'enthousiasme en vue d'éliminer la faim dans le monde.

Mes chers amis de tous les pays producteurs, je vous souhaite toute la réussite possible.

Je suivrai de près les comptes-rendus de la presse et j'espère pouvoir annoncer aux Colombiens qu'à la réunion de Bahia nous avons osé prendre des mesures afin d'empêcher que les prix restent inférieurs à 1 dollar EU.

Je vous remercie.